

Emmanuel Macron en Egypte : Droits de l'Homme et stabilité

Publié dans le [numéro 42 de la LettreM](#).

Le Président Emmanuel Macron a entrepris une visite officielle de trois jours en Egypte, du 27 au 29 Janvier 2019. Cette visite intervient après celle du Président Abdel-Fattah al-Sissi à l'Élysée en octobre 2017, et alors que la coopération franco-égyptienne ne cesse de se renforcer à la faveur de la convergence de vues entre Paris et Le Caire sur les dossiers régionaux. Plusieurs contrats, civils, ont été signés à cette occasion. Aucun contrat militaire n'a été annoncé.

Entraîné par son opinion publique sur le terrain glissant des droits de l'Homme en Egypte, le Président français s'est vu contraint de faire de la surenchère face à son homologue égyptien Abdel-Fattah al-Sissi sur ce dossier. Une initiative jamais appréciée par les Egyptiens, mais qui reste sans conséquences sur les relations stratégiques entre les deux pays.

Droits de l'Homme : Macron réagit à son opinion publique

Comme [en 2017](#), la rencontre le 29 Janvier 2019 au Caire entre les Présidents Abdel-Fattah al-Sissi et Emmanuel Macron a offert une tribune à un front hétéroclite pour marquer son opposition au rapprochement franco-égyptien.

Les défenseurs des droits de l'Homme et des libertés, les ONG engagées dans la lutte contre le commerce des armes, les milieux proches de la confrérie des Frères Musulmans, divers relais d'acteurs régionaux en délicatesse avec Sissi (Qatar, Turquie, Iran), concentrent leurs critiques sur le lien avéré entre l'armement et le penchant totalitaire du régime égyptien. En dénonçant les pratiques anti-démocratiques du Caire, et les violations des droits de l'Homme que dénonce cette année encore Human Rights Watch, ce front anti-Sissi se mue en un front anti-Macron et vise ouvertement le partenariat stratégique entre la France et l'Égypte et la complicité manifeste entre leurs Présidents.

Cela s'est même traduit par un échange public plutôt raide entre Sissi et Macron au cours de leur conférence de presse conjointe le 29 Janvier. Lors de cet échange, le Président français s'est autorisé une sortie peu diplomatique en affirmant que la situation des droits de l'Homme en Egypte est aujourd'hui, sous Sissi donc, pire que ce qu'elle ne l'était sous Husni Moubarak... Une comparaison jugée indélicate par la Présidence égyptienne et par la rue. Macron a choisi cette fois d'être plus attentif à son opinion publique et à ses critiques contre les dérives autoritaires du régime égyptien. En ce faisant, il a pris le risque de provoquer son homologue égyptien en profitant de la tribune internationale qu'il lui offrait pour faire de la politique interne. Ses propos, destinés à son public, ressemblaient, vu du Caire, à une ingérence dans les affaires internes égyptiennes.

Business : des contrats militaires en préparation

Dans son ensemble, et à part cette tension manifeste autour des questions des droits de l'Homme et des libertés, la visite du Président français en Egypte est une réussite, puisqu'elle a permis, en plus de la signature d'une quarantaine de contrats pour plus de €1,6md, de préserver et de consolider les fondamentaux du partenariat stratégique qui lie les deux pays.

Dans le domaine de l'armement, aucun contrat n'a été annoncé officiellement au cours de la visite présidentielle au Caire. Cela était attendu et même annoncé officiellement. La question des ventes d'armes est un sujet particulièrement sensible et il est dans la ligne de mire des défenseurs des droits de l'Homme et des parties agissant contre une plus grande proximité entre Paris et Le Caire.

Les tractations se poursuivent entre industriels français et les autorités égyptiennes en vue de finaliser une série de contrats majeurs. La convergence de vues sur les questions stratégiques entre Paris et Le Caire est une condition indispensable pour que leur coopération militaire continue de se renforcer, avec ce que cela induit comme influence française sur les affaires régionales. Mais, le succès des ventes d'armes françaises à l'Egypte ces dernières années revient aussi à une série de paramètres conjoncturels, en plus des paramètres technologiques, opérationnels et économiques.

La France officielle et ses industriels ont su voir et exploiter la fenêtre de tirs que leur offrait l'alignement de ces paramètres conjoncturels (y compris le financement arabe du Golfe), renforçant leur présence dans le dispositif de défense et de sécurité de l'Egypte au moment où son Président, dont le régime était encore fragile, optait pour une diversification de ses relations internationales et de ses sources d'armement. La France y gagne sur plusieurs tableaux : économiquement bien évidemment, et en termes d'influence politique surtout.

La visite du Président Macron en Egypte, pays avec lequel la France partage une lecture commune ou proche sur plusieurs dossiers régionaux, coïncide avec le début de l'année culturelle franco-égyptienne. Ce voyage, entamé par une visite des temples d'Abou Simbel sauvés grâce à une coopération franco-égyptienne, et au cours de laquelle l'ENA a officialisé un accord important avec l'administration égyptienne, a été préparée par plusieurs Ministres et officiels français dont le Ministre de l'Economie Bruno Le Maire et la Ministre des Armées Florence Parly. Sur le plan de l'armement, Macron, qui était accompagné de plusieurs patrons français dont ceux de Naval Group, de Dassault Aviation et d'Airbus Helicopters, avait pris la précaution d'annoncer qu'il ne signera pas de contrats au cours de cette visite. Les opportunités ne manquent pas, au contraire, et des contrats seraient même prêts à être signés. Le timing ne semblait pas bon, cette fois.

Le Maire s'est rendu au Caire en Janvier d'où il a déclaré que « le Président Sissi a fait un travail remarquable pour redresser l'économie égyptienne. Il a fait des choix courageux. Ça fait de l'Egypte un marché encore plus intéressant pour les entreprises françaises ». Ces propos du Ministre français, reçu le 20 Janvier par Abdel-Fattah al-Sissi, ont provoqué les organisations de défense des droits de l'Homme qui ne cessent de dénoncer cette proximité assumée entre la France et le pouvoir égyptien. Pour sa part, [la Ministre des Armées Florence Parly s'y était rendue en Décembre 2018, à l'occasion du salon EDEX 2018](#). Lors de sa visite en Egypte, Parly avait elle aussi essuyé des critiques de la part des défenseurs des droits de l'Homme, des critiques axées sur les fournitures d'armes dans ce cas. « L'Egypte est un partenaire déterminant pour l'équilibre de la région et un partenaire essentiel dans notre lutte contre le terrorisme » avait-elle déclaré lors de sa visite au cours de laquelle elle a été reçue en audience par le Président Sissi. Ce n'est pas l'Ambassadeur d'Egypte à Paris Ehab Badaoui, qui a multiplié les communications à la veille de la visite du Président français, qui contredirait la Ministre des Armées : il a constamment exprimé l'ambition de son pays de renforcer son « partenariat stratégique » avec la France, tout en insistant sur les priorités sécuritaires et économiques du pouvoir, avant les revendications de la société civile qui « ne sont pas prioritaires ». Pour illustrer la coopération franco-égyptienne en faveur de la stabilité de

l'Égypte, il a rappelé que les Rafale égyptiens achetés à la France sont engagés efficacement dans la guerre contre le terrorisme.

Valeurs et intérêts

Sur le plan des valeurs, le Président Macron relativisait, avec l'ambition de contribuer à offrir au régime Sissi la stabilité politique, sécuritaire et économique, qui lui permettrait de mener des réformes propices à une plus grande ouverture démocratique. Tout cela en respect du leitmotiv « [Alliances, valeurs et intérêts](#) ».

Cette équation comporte plusieurs inconnues et elle est ainsi par définition instable. La pondération optimale est elle-même variable. Heureusement. Cela permet de préserver une certaine flexibilité dans les choix les plus contraignants, comme c'est le cas pour le partenariat entre la France et plusieurs de ses partenaires internationaux dont bon nombre de partenaires arabes. Les évolutions géopolitiques actuelles, sur le plan mondial et au niveau de la région du Moyen-Orient, doivent encourager la France, encore plus, à ne pas s'emprisonner dans des équations simplistes qui donneraient in fine le choix entre la recherche des valeurs OU la défense des intérêts.

La Russie et la Chine proposent d'ailleurs à leurs partenaires une équation plus simple en servant leurs intérêts, sans être trop regardants sur les valeurs. Elles leur proposent une alternative lorsque la pondération du paramètre « valeurs », chez le partenaire occidental, devient surdimensionnée...

Désormais, les partenaires arabes de la France peuvent rechercher l'influence politique auprès de la Russie et la Chine qui leur offrent aussi des technologies accessibles et des débouchés pour leurs matières premières. Cela rend de moins en moins utile et efficace la carte des pressions, que la société civile souhaite manier systématiquement pour imposer des valeurs auxquelles adhèrent les partenaires arabes avec peu d'enthousiasme...

Pour autant, la France ne doit pas, en traitant avec l'Égypte par exemple, renoncer aux « valeurs », cet autre pilier de la politique étrangère française. Mais elle devrait le faire avec la bonne dose de réalisme. Car, à force de s'accrocher à la promotion des valeurs et des intérêts, ensemble et avec la même force, elle risque de perdre sur les deux tableaux. Cela est clairement un risque pour l'influence de la France et ses intérêts lorsque les partenaires ont pour noms l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar etc.

Libertés et stabilité

En Égypte, la priorité doit être la recherche et la consolidation de la stabilité. La défense des libertés ne doit d'ailleurs pas y être opposée. Le Président Macron l'a exprimé en ces mots, alors qu'il entamait le 28 Janvier sa visite officielle en Égypte (où il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport par le Premier ministre Moustapha Madbouli), en établissant un lien direct entre la stabilité du régime sur le long terme et l'indispensable ouverture démocratique :

« Je vais m'exprimer de manière plus tranchée, y compris ouvertement, parce que je pense que c'est l'intérêt du Président Sissi et de la stabilité égyptienne ».

Il s'est montré pragmatique, en se disant compréhensif à l'égard des priorités égyptiennes actuelles :

Le pouvoir égyptien a « des caractéristiques relativement autoritaires qui sont présentées par ses dirigeants comme nécessaires pour éviter d'être déstabilisés, en particulier par les Frères Musulmans ou des oppositions venant de l'intérieur. Je l'entends, je le respecte ».

« L'Égypte et la France ont été confrontées au terrorisme islamiste. J'ai rappelé au Président Al-Sissi que la recherche de sécurité qui nous anime ne saurait être dissociée de la question des droits de l'Homme. Une société inclusive est le meilleur rempart au terrorisme islamiste ». Emmanuel Macron (29 Janvier)

Des « valeurs » oui, mais en doses optimales. Assez pour engager le partenaire égyptien sur le principe d'une voie démocratique. Pas assez pour risquer de le perdre au profit d'une Russie ou d'une Chine bien plus disposées à son égard sur les questions des droits de l'Homme et des libertés. En Égypte, Macron l'a clairement dit :

« Décider de rompre toute forme de coopération pour ces raisons conduirait encore plus rapidement l'Égypte vers la Russie ou d'autres puissances qui n'attendent que cela ».

Sous la pression de son opinion publique et des actions médiatiques menées par les opposants à un plus grand rapprochement franco-égyptien, le Président Emmanuel Macron ne pouvait qu'admettre que « les choses se sont empirées depuis octobre 2017 », date de la visite de Sissi à l'Élysée. Entraîné sur ce terrain, il est possible qu'il se soit emporté sur les questions des droits de l'Homme et des libertés, au risque de déstabiliser l'équation « valeurs et intérêts ». Le Président Sissi, qui s'apprête à faire amender la Constitution en vue de rester au pouvoir au-delà de 2022, n'a pas manqué de le lui rappeler, devant les médias à l'issue de leur rencontre le 29 janvier, en affirmant plus d'une fois que « si je suis ici, c'est par la volonté du peuple égyptien » ... La conférence de presse était dédiée d'ailleurs, en grande partie, aux questions des droits de l'Homme et des libertés... Les échanges, parfois tendus, entre les deux Présidents, devant les médias, ne devraient pas affecter le partenariat stratégique entre Paris et Le Caire. En tout cas, si les deux parties s'en tenaient à ces échanges médiatiques encadrés...